



# **NDH - CAMEROUN**

## **Nouveaux Droits de L'homme cameroun**

ONG avec statut consultatif auprès des Nations Unies

Prix Droits de l'Homme 2002 de la république Française

Membre de l'international Peace Bureau (Prix Nobel de la Paix)

# **RAPPORT ANNUEL 2011**

32, rue polyclinique Bastos

Montée lycée de Nkol-Eton

B.P. 4063 Yaoundé

Tél: + 237 22 01 12 47

Email: ndhcam@yahoo.fr

Site web: www.ndhcam.org

## **SOMMAIRE**

**MOT INTRODUCTIF DE LA DIRECTRICE EXECUTIVE.....3**

### **Première partie: APPUI AU PROCESSUS DEMOCRATIQUE**

Chapitre 1: NDH-Cameroun mobilise les associations pour l'Élection présidentielle 2011.....5

Chapitre 2: Programme Caravane de la démocratie 2 : CECI.....7

Chapitre 3: Synergie et réseautage sur le processus démocratique.....10

Chapitre 4 : Projet de Freedom House sur la Communication Politique .....11

### **Deuxième partie: PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME**

Chapitre 1 : Implication de Nouveaux Droits de l'Homme dans les activités de promotion des droits de l'homme.....13

Chapitre 2: Elaboration du rapport sur la situation des défenseurs des Droits de l'Homme au Cameroun.....15

Chapitre 3: Campagne d'action contre les dépenses militaires.....16

### **Troisième Partie: PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME**

Chapitre 1: NDH-Cameroun au chevet des victimes.....19

### **Quatrième partie: ACTIONS TRANSVERSALES**

Chapitre 1: Programme de revalorisation socio juridique de l'emploi domestique au Cameroun...21

Chapitre 2: Renforcement institutionnel de NDH.....27

Chapitre 3: Admission des étudiants en stage académique à NDH-Cameroun.....28

Chapitre 4 : Atelier régional de formation sur l'observation des élections et droits de l'homme dans la région des grands lacs.....29

## MOT INTRODUCTIF DE LA DIRECTION EXECUTIVE

L'année 2011 a été une année cruciale non seulement dans la vie du peuple camerounais, mais aussi dans les activités de Nouveaux Droits de l'Homme-Cameroun.

En effet, en cette année, les Camerounais en âge de voter sont passés aux urnes pour élire leur Président. L'élection présidentielle qui a eu lieu le 09 octobre 2011 a été d'une grande importance pour NDH-Cameroun vue sa mission de promotion de la démocratie au Cameroun.

Fidèle à sa mission de promotion et de protection des droits de l'Homme, et soucieuse de respecter son objectif

de prôner des élections libres et transparentes au Cameroun, NDH a entrepris une multitude d'activités dans le cadre de ses programmes. Ces programmes ont été menés avec dextérité par mon staff et moi-même. Nous y avons mis à contribution, avec les consultants, les membres du CN et les volontaires, notre dévouement et notre détermination à maintenir Nouveaux Droits de l'Homme au peloton de tête de la société civile camerounaise.

2011 a donc été une année d'activités intenses pour nous. Nous avons, au cours de cette année 2011, intervenu sur les domaines variés tels que:

- L'appui au processus démocratique à travers :
  - ◇ le projet Commission Electorale Citoyenne Indépendante en abrégé CECI;
  - ◇ le projet «ne peut m'empêcher de voter»
- La promotion des droits de l'Homme à travers notre contribution à l'élaboration du rapport de la société civile sur la situation des défenseurs des droits de l'Homme au Cameroun;
- La protection des droits de l'homme avec le programme de revalorisation socio juridique de l'emploi domestique au Cameroun;

Je saisi cette opportunité pour remercier tous ceux là qui ont contribué de près comme de loin, aussi bien sur le plan technique, financier que moral à la réalisation des activités de NDH. Il s'agit entre autres des organisations partenaires tant nationales qu'internationales lesquelles je peux citer sans être exhaustive : Solutions Cameroun, All Women Together, SOS Jeunesse Libre, la Plateforme de la société civile pour la démocratie, le Forum de la société civile pour la démocratie, le ROAD, NDH-France, OSIWA, Counterpart International, l'Ambassade des Etats-Unis, etc.

De même, j'exprime ma gratitude au Conseil National de NDH qui n'a cessé d'apporter à moi-même et à mon équipe son soutien tout au long de cette année.

En somme, après l'élection présidentielle de 2011, qui a encore été marqué par la faible participation des populations, j'appelle les citoyens camerounais à s'exprimer et à s'investir davantage dans les élections municipales et législatives à venir.

**Cyrille Rolande BECHON**  
**Directrice Exécutive de NDH**





**Première partie:**  
**APPUI AU PROCESSUS DEMOCRATIQUE**

## **Chapitre 1 : PROJET « RIEN NE PEUT M'EMPECHER DE VOTER »**

### **1. Contexte et justification**

#### ***NDH-Cameroun mobilise les associations de femmes et des jeunes pour l'Election présidentielle 2011***

Le Cameroun est sur le point de vivre un moment capital de son histoire politique avec l'élection présidentielle d'octobre 2011. Les citoyens camerounais auront l'occasion unique de confier souverainement leur destinée à un homme qu'ils auront librement choisi par le moyen du vote. Seulement, la pérennisation du régime du renouveau au pouvoir, gangrené par la fraude, la corruption, l'inertie a fini par déconstruire la confiance des citoyens camerounais en des élections libres, justes, transparentes et équitables et surtout, à plonger l'électorat dans une apathie générale la rendant coupable d'une démission collective face à ses responsabilités citoyennes. Dans ce contexte, il n'est pas question de légitimer ou de valider la défection citoyenne par le rejet ou l'indifférence par rapport à la chose électorale; mais il est question de déconstruire cette mentalité défaitiste et de reconstruire la foi de l'électorat camerounais en des élections crédibles par l'exercice pacifique et déterminé de son droit et de son devoir citoyen: le vote. D'où la pertinence du projet **«Rien ne peut m'empêcher de participer à l'élection présidentielle de 2011»**.

Dans ce projet, il a été question de faire une sensibilisation de proximité à travers les causeries éducatives dans les associations de jeunes et de femmes à la veille de l'élection présidentielle.

### **2. Activités menées**

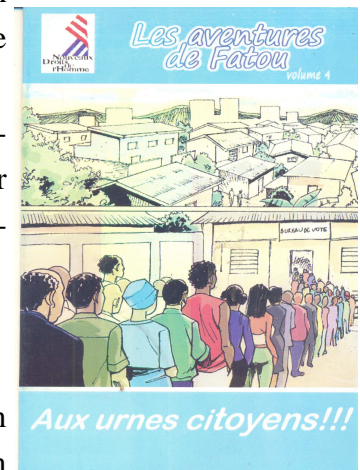
#### ***2.1. Atelier d'imprégnation des volontaires animateurs.***

Après la validation du plan de mise en œuvre par l'équipe de coordination du projet et le recrutement des volontaires animateurs qui devront tenir les causeries, il a été organisé le 23 septembre 2011 dans la salle de conférence de NDH, un atelier d'imprégnation des volontaires animateurs. Cet atelier a réuni une vingtaine (20) de volontaires.

Cet atelier a permis d'une part de discuter et d'échanger avec les volontaires impliqués sur les contours du projet, et d'autre part de les outiller sur la stratégie de sensibilisation et de communication à mettre en œuvre dans le cadre du projet.

#### ***2.2. Production des outils de sensibilisation.***

Pour mieux conduire ces causeries, des outils de communication en support papier ont été produits. Il s'agit d'un dépliant de présentation



du projet et d'une bande dessinée «Aventures de Fatou 4». Cette bande dessinée dans un scénario inédit, met en exergue une jeune femme, Fatou qui est déterminée à aller voter et ne ménage aucun effort pour informer son entourage à faire comme elle.

### 2.3. Descentes sur le terrain

Cette activité a constitué le cœur même du projet. Les volontaires ont été repartis en groupe de 2 personnes. 07 équipes ont été constituées pour assurer les causeries éducatives dans 47 associations. En général, au cours de ces causeries, il était question d'attirer l'attention des membres de ces associations sur la nécessité pour eux de participer massivement à l'élection présidentielle du 09 Octobre 2011.

Les participants à ces causeries ont été informés sur le retrait des cartes d'électeur, le vote et l'attitude à adopter après la proclamation des résultats.

## 3. Résultats obtenus

Les différentes activités préparatoires (planification et validation des outils de communication), l'atelier d'imprégnation des animateurs et la production des outils de sensibilisation ont permis de préparer avec efficacité la réussite des causeries éducatives. Les causeries ont été tenues comme prévu dans le calendrier.

Ainsi, 2469 membres de 47 associations des jeunes et de femmes ont été informés et sensibilisés sur les phases pré-électorale, électorale et postélectorale. L'évaluation de la participation des personnes sensibilisées était très encourageante avec un taux de participation de 85%.

## 4. Conclusion

L'éducation électorale reste au regard des résultats obtenus, la meilleure cure pour amener les populations à participer au choix des décideurs. Les jalons de ce travail ont été posés et beaucoup d'organisations de la société civile ont compris qu'il faille multiplier les efforts. La recommandation forte s'adresse aux partenaires techniques et financiers afin qu'ils renforcent leur appui pour la poursuite du processus de démocratisation de notre pays car seul la démocratie est gage d'un développement durable.

#### III. COMMENT ME COMPORTER FACE À UN CAS DE FRAUDE ?

Il faut distinguer entre les fraudes préélectorales, électorales et postélectorales. Face à l'un de ces cas de fraude, signaler immédiatement auprès de la commission locale de vote, mise sur pied à cet effet dans chaque bureau de vote. Tout citoyen a le devoir de dénoncer toute irrégularité pour que priment les élections libres et transparentes. Vous pouvez aussi saisir la coordination nationale de la CECI.

#### IV. COMMENT SE COMPORTER APRES LA PROCLAMATION DES RESULTATS ?

L'électeur doit accepter le verdict des urnes et savoir qu'un candidat peut gagner dans un bureau de vote, dans un arrondissement, dans un département et même dans une ou plusieurs régions, mais perdre après l'addition des voix sur l'ensemble du territoire national.

*"I'ai aussi le pouvoir de décider !"*

Avec l'appui de SCE-Civic and education

CONTACTS  
NDRH-Cameroun  
Monts/voies de Nkol Eon,  
Fachoch/Moamé  
BP 4063 Yaoundé  
Tél: 23 28 12 47  
Email: ndrhciv@ndrhcam.org / info@ndrhcam.org  
Site web: www.ndrhcam.org

#### NOUVEAUX DROITS DE L'HOMME

Projet  
**« Rien ne peut m'empêcher de voter »**

#### LE PROJET EN BREF...

Fidèle à sa mission de promotion de la démocratie et des droits de l'homme, et dans le cadre de la Caravane de la Démocratie initiée depuis 2006, NDRH-Cameroun lance une campagne d'information sur le processus du vote. Il s'agit du projet **« Rien ne peut m'empêcher de participer à l'élection présidentielle de 2011 »**. Il est question que chaque citoyen camerounais inscrit sur une liste électorale, retire sa carte d'électeur, aille voter... et défende son vote face aux cas éventuels de fraude.

#### I. QU'EST CE QUE LE DROIT DE VOTE ?

C'est un droit et un devoir fondamental du citoyen par lequel celui-ci est appelé à donner son avis sur la vie de la Communauté lors d'une élection. C'est aussi, un transfert de pouvoir d'un individu à un autre ou à un groupe de citoyens.

**❖ Pourquoi dois-je voter ?**  
Voter c'est exprimer et exercer ma citoyenneté. C'est aussi refuser de laisser les autres choisir et décider à ma place de l'avenir du Cameroun.

**❖ Qui peut voter ?**  
Tout citoyen camerounais âgé d'au moins 20 ans et inscrit sur une liste électorale et ayant toute sa capacité électorale.

**❖ Un électeur peut-il voter à la place d'un autre ?**  
Non. Le vote par procuration n'est pas autorisé au Cameroun.

#### II. QUELLES SONT LES ETAPES DU PROCESSUS ELECTORAL ?

L'inscription sur une liste électorale est la première étape du processus électoral.

**❖ Quelles manœuvres frauduleuses l'électeur doit-il éviter en s'inscrivant ?**

Sous peine de sanctions pénales, je dois éviter de me faire inscrire sur :

- + Plusieurs listes,
- + Plusieurs fois sur la même liste,
- + Sous une fausse identité.

**❖ que doit faire un électeur inscrit en cas d'omission de son nom sur une liste électorale ?**

Adresser sa réclamation auprès de l'antenne communale d'ELECAM ou à un membre de la Commission Communale de vote.

#### A. LE RETRAIT DES CARTES

**❖ comment sont établies et distribuées les cartes électorales ?**

Elles sont établies par ELECAM. Leur distribution se fait par le biais de la Commission de distribution de cartes.

**❖ Où retirer ma carte électorale ?**

Auprès des bureaux d'inscription basés dans les antennes communales d'ELECAM. Le retrait des cartes se fait sur présentation de son récépissé délivré lors de l'inscription.

Cependant le jour du scrutin, toutes les cartes non distribuées sont déposées dans les bureaux de vote correspondants où on peut les retirer et voter par la suite.

**❖ quand dois-je retirer ma carte électorale ?**

Le retrait des cartes électorales commence 10 jours avant la date du scrutin.

**❖ Le vote est un droit mais aussi un devoir**

#### ❖ Que faire si ma carte n'est pas sortie ?

S'adresser d'abord à l'antenne communale d'ELECAM. Si l'on n'y passe de solution, il faut faire une requête auprès du Conseil Electoral d'ElecAM qui gère les contestations préélectorales. Si jusqu'au jour du scrutin vous n'avez pas de carte, vous pouvez voter avec votre carte nationale d'identité à condition de disposer du récépissé de votre inscription.

**❖ Que faire si ma carte comporte des erreurs ?**

Adresser une requête au Conseil Electoral par le biais du bureau local d'ELECAM. Vous pouvez aussi contacter tout agent de la CECI dans votre localité.

#### B. LE VOTE PROPREMENT DIT

**❖ Comment identifier mon bureau de vote ?**

La liste des bureaux de vote sont affichées 8 jours avant le scrutin. Consulter la liste des bureaux de vote affichée dans les chefs-lieux de départements, arrondissements et districts avant le jour du scrutin pour éviter tout désagrément le jour J.

**❖ Quelles sont les heures d'ouverture et fermeture des bureaux de vote ?**

En général, le bureau de vote ouvre à 8h00 et ferme à 18h00. Toutefois, tout électeur qui se trouve en rang au moment de la fermeture du bureau de vote peut toujours voter.

**❖ Comment effectuer mon vote ?**

Une fois dans le bureau de vote, l'électeur se fait identifier par les membres du bureau. Vérifier que son nom apparaît sur la liste. Entre dans l'isoloir avec les bulletins de vote, des différents candidats et une enveloppe où il mettra le bulletin du candidat choisi. Déchirer les bulletins non choisis et les met dans le sac poubelle. Sort de l'isoloir avec une seule enveloppe qu'il introduit dans l'urne.

**❖ Quelles erreurs l'électeur doit-il éviter en votant ?**

L'électeur doit éviter de mettre plusieurs bulletins dans l'enveloppe ou de mettre des signes sur le bulletin choisi.

Dépliant de sensibilisation du projet

## **Chapitre 2 : PROGRAMME CARAVANE DE LA DÉMOCRATIE 2 COMMISSION ELECTORALE CITOYENNE INDÉPENDANTE**

### **1. Contexte**

La question électorale est aujourd'hui au cœur de la stabilité et de la bonne gouvernance au Cameroun aussi bien au niveau local qu'au niveau national. En effet, la gouvernance locale est plombée par les actions des délégués du gouvernement nommés qui gèrent les mairies en lieux et places des maires élus. Le président de la République a fait modifier la Constitution pour, selon les observateurs, se représenter en 2011 et cela a créé une vague de mouvements sociaux qui a laissé clairement envisager des risques d'instabilité postélectorale. Cette situation s'est d'ailleurs renforcée avec la nomination des membres d'ELECAM qui pour la plupart sont issus du parti au pouvoir, le RDPC. Il se dégage clairement que cet organe qui est pourtant chargé de ramener les électeurs vers les urnes en réduisant le niveau de fraude, se met en place avec un niveau de suspicion très élevé. Bref ELECAM ne rassure pas une bonne partie des citoyens qui de plus en plus refusent de participer aux élections. Il se dégage de cette analyse trois principaux problèmes:

- Le problème de la participation des citoyens aux élections;
- Le problème de la légitimité des gouvernants;
- Le problème de l'observation indépendante des élections;

Il ressort de ces problèmes que le défi principal à relever est celui de crédibiliser le processus électoral et de créer les conditions permettant de rassurer les citoyens sur le fait que leurs voix exprimées dans l'urne, seront effectivement prises en compte d'une part. D'autre part, malgré les suspicions qui pèsent sur les membres d'ELECAM, les citoyens eux-mêmes peuvent veiller à ce que la fraude électorale soit sérieusement réduite lors de la prochaine élection présidentielle.

La *Caravane de la Démocratie* va permettre d'une part, de remobiliser les citoyens sur l'importance de la participation électorale, et d'autre part d'assurer une observation électorale citoyenne.

### **2. Objectifs**

Le projet «Caravane de la Démocratie » a pour objectif principal de l'émergence de pools structurés de citoyens engagés et décidés à contribuer au processus d'organisation d'élections libres, transparentes et à forte participation populaire, ce afin d'asseoir une bonne gouvernance électorale base d'une démocratie fiable.

### **3. Activités réalisées**

Plusieurs activités ont été réalisées dans le cadre de ce programme au cours de l'année 2011.

#### ***Activité 1 : Déploiement de la caravane sur le terrain et suivi des volontaires***

##### ***1. Déploiement sur le terrain et Caravane spéciale.***

La Caravane spéciale a été l'une des grandes articulations de cette phase. Il s'agissait dans le cadre de cette opération de renforcer la lisibilité de la CECI et surtout de permettre aux Citoyens à tou-

tes les parties prenantes aux élections de se rassurer de la détermination de la société civile à jouer un rôle essentiel dans la transparence de la prochaine élection.

Cette caravane s'est terminée à Akwa, au siège de l'association partenaire Wvas, l'escale finale, qui a précédé la Conférence de presse.

### **Objectif global**

Il s'agissait de contribuer à une redynamisation de la CECI en renforçant sa lisibilité et son opérationnalité d'une part, et d'intensifier la campagne de sensibilisation pour l'inscription des électeurs du Littoral sur les listes électorales.

### **Objectifs spécifiques**

1/ Permettre à l'opinion publique nationale et internationale de s'assurer de la continuité de la Coordination Nationale de la CECI malgré la nomination par le Président de la République, du Coordinateur National de la CECI comme membre d'ELECAM;

2/ Contribuer au boostage des inscriptions sur les listes électorales à 48 heures de la fin légale des inscriptions.

### **Déroulement de la caravane**

L'escale de Douala s'est déroulée le 29 août 2011 et s'est articulée autour de plusieurs activités notamment:

- La redynamisation des associations de la ville de Douala impliquées dans le processus CECI;
- L'organisation d'une caravane motorisée de deux heures dans la ville en vue d'inciter à l'inscription sur les listes électorales;
- La présentation de l'Album «Va voter» de l'artiste musicien Eric Dass;
- L'organisation d'une conférence de presse de passation de pouvoir entre le Coordonnateur National sortant Prof Pierre Titi Nwel et son remplaçant Me Alice Nkom

#### **a) La dynamisation des associations impliquées dans la CECI à Douala**

Il s'agit ici des Associations citées ci-dessous, toutes partenaires du programme à Douala:

- ⇒ Womens Voters and Sons (Wvas);
- ⇒ All Women Together (AWT);
- ⇒ SOS Jeunesse Libre;

#### **b) La Caravane Motorisée**

Il s'est agi d'une voiture sonorisée suivie par environ 30 Benskineurs.

Cette voiture dans laquelle se trouvait l'artiste Musicien Eric Dass, et le responsable local du programme, M. Oumarou Gambé, a fait le tour des grands axes populaires de la ville de Douala avec quelques escales d'animations dans les carrefours, les marchés et autres lieux choisis du fait du caractère stratégique. L'équipe d'animation était constituée de 3 personnes; un animateur professionnel, l'artiste Musicien Eric Dass et M. Oumarou.



## La Conférence de Presse

Conduite par le Secrétariat Technique de la CECI, elle s'est articulée autour de 3 points:

- La présentation de la CECI et de ses réalisations,
- L'installation de la Nouvelle Coordinatrice Nationale de la CECI,
- Les Echanges avec les médias sur la CECI et la Présidentielle de 2011.

La modération a été assurée par un journaliste.

Au niveau de la participation, la conférence de Douala a été un très grands succès. En effet, on a noté la présence d'environ 70 personnes dont: 15 journalistes, 20 agents CECI, 35 invités divers, 02 facilitateurs, 01 modérateur

## Résultats obtenus par cette escale de la Caravane

- La nouvelle Coordinatrice Nationale de la CECI a été installée et a échangé avec la presse
- Les habitants des quartiers visités se sont rendus dans les lieux d'inscriptions prévus par ELECAM ce jour là
- Les journalistes ont été suffisamment édifiés sur la CECI et ses missions;
- Le public de Douala est désormais informé sur l'existence d'un nouvel Opus sur la citoyenneté.

### *2. Observation de la Période Préélectorale par la CECI.*

Les agents CECI formés se sont lancés dans une importante campagne de suivi des activités d'Elecam dès le début du processus d'inscription sur les listes électorales. Ces observations leurs ont permis d'envoyer régulièrement à la base du Projet, des informations sur les manquements et autres situations complexes observées.

Grâce aux informations produites par les agents CECI, beaucoup de corrections ont été apportés au fonctionnement des bureaux Elecam dans certaines localités des régions cibles. Car les éléments de rapport des agents CECI ont largement nourri les activités de lobbying et de plaidoyer permanent en direction d'ELECAM.

### *3. Le suivi du processus électoral par les Agents CECI*

Dans chaque Région, les agents CECI restés motivés ont appliqué très fidèlement les consignes et démarches reçues lors des différentes formations. Ce travail nous a permis de disposer aussi bien des rapports de l'observation de la période pré électorale que de l'observation générale du scrutin du 09 octobre 2011.

## **Activité 2: Campagne de lobbying et de plaidoyer**

La Campagne de lobbying et de plaidoyer initiée depuis décembre 2009 dans le cadre de ce projet s'est poursuivie au cours de cette année et a connu des succès important.

### *1. Organisation des réunions périodiques de lobbying et de plaidoyer*

Cette Campagne qui a été placée sous la conduite de l'expert électoral, Dr Hilaire Kamga touche les points suivants:

- ⇒ Réadaptation des textes législatifs et règlementaires sur Elecam;
- ⇒ L'implication de la Société Civile dans le processus d'élaboration du Nouveau Code électoral;

- ⇒ L'application de la disposition constitutionnelle sur le vote obligatoire;
- ⇒ L'implication de la Société Civile dans les différentes commissions Mixtes électorales;
- ⇒ La modification des lois sur l'élection présidentielle et ELECAM;
- ⇒ Les enjeux du vote de la Diaspora;
- ⇒ La transparence du logiciel de gestion des élections remis par le PNUD à ELECAM.
- ⇒ Pour ces différentes activités de plaidoyer et de lobbying, plusieurs actions ont été menées.
- ⇒ Conception des documents y relatifs;
- ⇒ Organisation des rencontres individuelles avec les personnalités concernées;
- ⇒ Organisation des diners d'information avec la presse;
- ⇒ Organisation des diners d'échange avec les députés;
- ⇒ Organisation de réunions avec les organisations de la société civile;
- ⇒ Tenue de plusieurs réunions avec les dirigeants d'ELECAM et autres personnalités – acteur du processus électoral.

Dans le même sillage, l'année 2011 a démarré par deux rencontres au sommet avec la Direction générale et le Conseil électoral d'Elecam d'une part, et la Coordination Nationale de la CECI d'autre part. Ces rencontres ont permis de jeter les ébauches des pistes d'actions communes dans le souci de pacification des rapports sociaux en période électorale.

### **Quelques résultats des activités de plaidoyer!**

- La loi portant création et organisation d'*Elections Cameroon* a été amendée dans le sens d'adresser un certain nombre de préoccupations de la CECI. Il s'agit notamment de la prise en compte de la Société Civile dans le fonctionnement des Commissions mixtes préparatoires chargées des listes électorales;
- La refonte des listes électorales a finalement été acceptée en lieu et place de la Révision initialement envisagée par Elecam;
- Le vote de la diaspora a été légiféré;
- La décision de doter le Cameroun d'un Code Electoral Unique a été prise.

## **Chapitre 3 : SYNERGIE ET RESEAUTAGE SUR LE PROCESSUS DEMOCRATIQUE**

### **1- LE FORUM DE LA SOCIETE CIVILE POUR LA DEMOCRATIE**

Le Forum de la société civile pour la Démocratie, qui est un regroupement d'organisations, de syndicats et de réseaux d'organisation de la société civile camerounaise travaillant sur les questions de la gouvernance politique.

NDH-Cameroun, l'un est membre fondateur de ce groupe de pression a participé et animé près de 90% des ces assises. NDH a conduit les délégations de ce Forum pour les rencontres avec autorités politiques du pays.

NDH en assure le secrétariat aux finances.

### **2- LE RESEAU DES ORGANISATIONS D'APPUI A LA DEMOCRATIE (ROAD)**

Le ROAD est un réseau créé en 2010 et regroupant une trentaine d'organisations dont NDH-Cameroun et plusieurs autres organisations de la Société Civile.

Au cours de cette année, le ROAD a été convié à la réunion avec M. Robert Kotchani du CNUDH, le vendredi 18/02/2011 et y a participé à travers la responsable de son Secrétariat Permanent en la personne de Mme Cyrille Rolande Bechon, Directrice Exécutive de NDH.

Le ROAD a également été représenté par NDH à l'atelier de discussion sur les processus électoraux qui s'est tenu du 22 au 24 mars 2011 au Burundi.

## **Chapitre 4 : PARTICIPATION AUX ACTIVITES DE FREEDOM HOUSE SUR LA COMMUNICATION POLITIQUE**

L'ONG américaine Freedom House a ouvert un bureau au Cameroun avec pour objectif principal de renforcer les capacités des organisations de la société civile sur la communication et le marketing politique.

Une réunion de présentation et 5 ateliers de formation des OSCs sélectionnées ont marqué cette année électorale 2011.

### **→ Participation à la réunion de présentation du programme Freedom house au Cameroun**

Le lundi 10 janvier 2011 s'est tenue dans les locaux de l'Ambassade des Etats unies au Cameroun, une réunion organisée à l'initiative de Freedom House en prélude au lancement des activités du projet baptisé «électoral de renforcement des capacités des OSCs camerounaises en communication et marketing politiques. Cette séance a réuni une vingtaine de membres, tous issus des OSCs de promotion de la démocratie

Le Directeur du projet de Freedom House pour le Cameroun, Maxime Longangue, dans son message introductif a présenté l'histoire de cette ONG, ses réalisations, les différents pays africains qui en ont déjà bénéficié, et l'objet de leur présence au Cameroun.

Les exposés sur les différents points inscrits à l'ordre du jour ont logiquement débouché sur une séance de questions réponses au cours de laquelle plusieurs participants voulaient savoir davantage sur l'impact au niveau national des activités Freedom House au Cameroun et l'efficacité du programme proposé dans le contexte camerounais.

On pourra retenir de l'intervention du Directeur du projet Freedom House Cameroun que notre pays n'a pas encore connu une avancée significative dans le domaine de la démocratie et de la bonne gouvernance. C'est ce qui justifie le choix du programme de travailler avec une dizaine d'OSC suffisamment représentatives telles que Nouveaux Droits de l'Homme, Service oeucuménique pour la Paix, More Womens in Politics etc.

### **→Participation aux ateliers de renforcement des capacités des OSCs sur la communication et le marketing politique**

#### **Cadre**

NDH a répondu présent aux cinq ateliers organisés dans le cadre dudit projet. Ces ateliers se sont tenues soit dans les locaux de Freedom house sis au quartier Omnisport, soit au centre culturel de la mode à Bastos

Les différents facilitateurs étaient:

- ⇒ Le Journaliste M. Victor Epie;
- ⇒ Le communicateur M. Blasuis Charles;
- ⇒ Le communicateur M. Olivier Bricas;
- ⇒ Le responsable de Freedom House Maxime Longangue

## Objectif

L'objectif de tous ces ateliers était d'outiller les OSCs en technique de communication et de marketing politique. Durant 5 ateliers de 03 à 05 jours, les participants ont eu à maîtriser les techniques de choix de la cible, le moyen de communication approprié, le message à transmettre pour captiver l'auditoire et le faire adhérer à la cause, le design des posters, etc.

## Résultat

- Les capacités des OSC participantes ont été renforcées en communication politique,
- un support papier pour appeler la population à aller voter a été retenu et produit (affiches),
- un site dédié aux OSCs camerounaises a été conçu pour rendre plus visible le travail de chaque OSC et partager les informations.



**Deuxième partie:**  
**PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME**

## Chapitre 1 : PARTICIPATION AUX ACTIVITES DE PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME AU CAMEROUN

Date et lieu	Activité	Résumé de l'activité	Organisateurs et partenaires
19 janvier 2011 à IS-MAM de Nkongsamba	Atelier national de restitution publique des résultats de l'enquête-terrain sur la gouvernance des Associations des Parents d'élèves et enseignants (APEE) des établissements secondaires publique (cas des régions du Centre et du Littoral)	Restitution des résultats de l'enquête menée sur la gouvernance des APEE et dont la contribution vise l'amélioration de la décision ministérielle n° 07/ MINESEC/CAB du 25 février 2008	L'Institut Supérieur de Management du Manengouba (ISMAM) de Nkongsamba avec l'appui financier du PA-SOC
20 janvier 2011 à l'Hôtel Hilton de Yaoundé.	Conférence de presse sur le lancement du réseau national des défenseurs des droits de l'homme (RENAPDDHO)	Le réseau national de protection des défenseurs des droits de l'homme visera à donner aux défenseurs des droits de l'homme un appui moral et une protection physique contre toute les atteintes qu'ils pourront subir pendant ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.	RENAPDDHO (réseau national des défenseurs des droits de l'homme)
27 janvier 2011 au Ministère de la Justice	Elaboration du rapport du Ministère de la Justice sur l'état des droits de l'homme au Cameroun en 2010	il s'agissait pour les acteurs présents de s'entendre au cours de cette réunion sur un canevas type d'élaboration du rapport du Ministère de la Justice sur les Droits de l'homme au Cameroun.	Ministère de la Justice
du 08 au 10 février 2011 à l'Hotel Feu-guiff Yaoundé	Atelier pluri régional de formation des formateurs sur le processus électoral camerounais	Formation d'un pool d'environ 35 volontaires bien outillés sur les questions électorales disponible pour accompagner la formation des leaders associatifs dans les régions du Centre, du Littoral et de l'Ouest.	L' Association «Horizon Femmes» financé par l'Union Européenne
Du 30 mars au 1 <sup>er</sup> avril 2011 l'Hôtel Jouvence de Yaoundé	Atelier de formation des volontaires électoraux du centre	Cet atelier avait pour mission de doter la région du centre des agents bien outillés pour mener avec succès les campagnes d'éveil de conscience et d'informations en milieux socio communautaires afin de massifier la participation électorale de la cible du projet.	Association « Horizons Femmes »
26 mai 2011	Présentation solennelle de l'étude sur les abus sexuels faits aux enfants au Cameroun	Les principales recommandations formulées lors des échanges ont été des appels aux parents à plus de vigilance et de dialogue avec les enfants. L'idée d'une mise en synergie des efforts de sensibilisation et d'éducation des populations a été discutée. Les uns et les autres se sont dits prêt à y participer activement.	Ecole Instrument de Paix (EIP-Cameroun)
15 juillet 2011 au RNHC à YAOUNDE	Atelier de restitution de la formation internationale sur droits économiques, sociaux et culturels	Elle se faisait dans le cadre de la mise en œuvre du programme international DESC, un programme de renforcement des capacités des dynamiques par pays qui s'est déroulé de 2008 à 2010.	Réseau National des Habitants du Cameroun (RNHC)
14 et 15 Juillet 2011 Bastos-Nylon	Atelier d'information et de formation sur les standards et mécanismes africain et sous-régionaux en matière de droit de l'homme et de	L'action des ONG/OSC est importante dans le système africain de protection des droits de l'homme; à travers la stratégie du <i>naming/shaming</i> , celles-ci concourent à l'amélioration et au renforcement du respect des instruments africains de protection des	Initiatives de Gouvernance Citoyenne (ICG)

14 et 15 Juillet 2011 Bastos- Nylon	Atelier d'information et de formation sur les standards et mécanismes africain et sous-régionaux en matière de droit de l'homme et de gouvernance	L'action des ONG/OSC est importante dans le système africain de protection des droits de l'homme : à travers la stratégie du <i>naming/ shaming</i> , celles-ci concourent à l'amélioration et au renforcement du respect des instruments africains de protection des droits de l'homme.	Initiatives de Gou- vernance Citoyenne (IGC)
15 Juillet 2011 à Yaounde Craddat	Rencontres de débats et d'échanges sur la parité hommes/ femmes au Cameroun : mythe ou réalité	Pour une meilleure participation des femmes dans les instances de décision, le gouvernement devrait favoriser la mise en place d'une stratégie nationale axée sur l'égalité	Research Institute for Development (RIDEV) et Action sur le Développe- ment (FAD) avec l'appui du PADDL/ GIZ
Du 30 sep- tembre au 1 <sup>er</sup> octobre 2011 à Goodwill- Cameroun à Ydé	Atelier de formation des observateurs élec- toraux	Cet atelier avait pour objectif de mieux outiller les participants pour leur permettre de mener avec succès leur mission d'observation et dé- courager la fraude électorale.	«Horizons Fem- mes» et «Transparency In- ternational - Cameroon»
vendredi 09 septembre 2011 de 15h à 18h 30min au Cercle Municipal de Yaoundé	conférence publique de lancement officiel de la campagne de lutte contre les violen- ces faites aux femmes sous le haut patronage du Ministère de la Promotion de la Fem- me et de la Famille (MINPROFF)	Il était question de rappeler les faits de violence auxquels les femmes font face au quotidien afin d'échanger sur les stratégies à mettre sur pied pour y remédier, dans le cadre de la Campagne de lutte contre les violences faites aux femmes qui devrait suivre.	CIPCRE en parte- nariat avec ALVF et ACAFEJ



## **Chapitre 2: ELABORATION DU RAPPORT SUR LA SITUATION DES DEFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME AU CAMEROUN**

### **Contexte**

La rédaction d'un rapport sur la situation des défenseurs des Droits de l'homme visait à connaître les conditions dans lesquelles ces acteurs exercent leur travail au Cameroun, mais aussi, à identifier les facteurs de risques auxquels ils sont exposés, et à porter ces informations à l'opinion publique. Il s'agissait aussi et surtout d'ouvrir une réflexion sur les enjeux de la défense des Droits de l'homme dans un Etat dit de Droit et à formuler des recommandations pour garantir à ceux-ci de meilleures conditions de travail et de sécurité.

### **Activités:**

- Réunion du groupe de travail sur la méthodologie et les outils de collecte et d'analyse;
- Recherche documentaire;
- Collecte des données dans les dix régions du Cameroun à travers les Points Focaux;
- Dépouillement et analyse des données collectées sur le terrain;
- Rédaction d'un premier draft de rapport;
- Envoie au groupe de travail et aux membres du réseau pour avis et contributions;
- Rédaction de la version intermédiaire;
- Envoi des versions intermédiaires aux partenaires du réseau et à tous les membres;
- Avis des partenaires;
- Finalisation et envoi de la version finale avec prise en compte des observations pertinentes;
- Validation par le réseau lors d'un atelier.

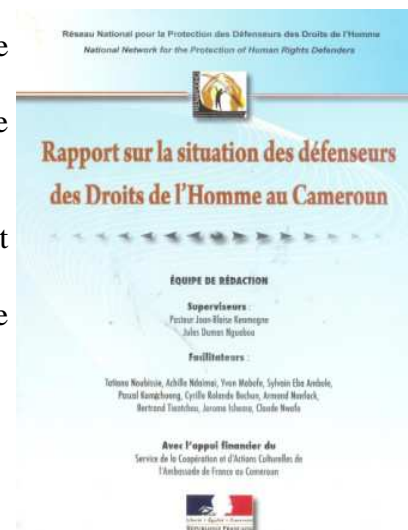
### **Objectifs:**

Les objectifs attendus dans le cadre de ce contrat de facilitation sont:

- Apporter un appui technique dans le processus de la collecte des données utiles à la rédaction du rapport sur la situation des Défenseurs des Droits de l'Homme au Cameroun
- Participer à la rédaction du rapport sur la situation des Défenseurs des Droits de l'Homme au Cameroun

### **Produits attendus:**

- Le rapport sur la situation des défenseurs des Droits de l'Homme au Cameroun est rédigé et diffusé;
- L'état des lieux sur la situation des défenseurs des Droits de l'Homme est connu;
- Les recommandations visant les améliorations sont formulées;
- Un plan de suivi et de mise en œuvre des recommandations est adopté;
- Un plan de plaidoyer en faveur des Défenseurs des Droits de l'Homme au Cameroun est rédigé.



## **Chapitre 3 : CAMPAGNE D'ACTION CONTRE LES DEPENSES MILITAIRES**

### **JOURNEE MONDIALE D'ACTION SUR LES DEPENSES MILITAIRES**

(12 AVRIL 2011)

*Réduire les dépenses militaires MAINTENANT!!*

«Dépenses militaires et besoins humains au Cameroun»

#### **1) Contexte et justification**

A l'invitation du partenaire International Peace Bureau (IPB) de Genève, NDH-Cameroun activement participé à la première campagne mondiale contre les dépenses militaires.

Dans le cadre de cette campagne, la première journée mondiale d'action sur les dépenses militaires a été menée le 12 avril 2011. Cette date coïncidait ainsi avec la publication des nouveaux chiffres annuels sur les dépenses militaires, par le *Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI)*. Ce jour-là, des personnes dans le monde entier se sont rassemblées dans des actions politiques et médiatiques pour attirer l'attention du public sur le haut niveau des dépenses militaires et la nécessité d'établir de nouvelles priorités.

En 2009, les dépenses militaires mondiales ont atteint un point culminant historique avec 1.530 milliard de \$ US. Étant donné les nombreuses crises qui menacent la planète - économique, écologique, sanitaire, diplomatique – il est impératif de créer un mouvement mondial afin que cet argent soit consacré aux besoins humains. Des milliers d'organisations et des millions de personnes appuient ce point de vue. En raison de la crise économique mondiale, mêmes certains gouvernements commencent à parler de réduire les dépenses militaires. Mais ils ne le feront pas à moins que nous les obligions à le faire. C'est dans cette optique que plusieurs organisations de tous les continents dont NDH-Cameroun se sont battues pour rendre visible notre demande de nourrir les gens, non pas le complexe militaro-industriel.

#### **2) Objectif de la campagne au Cameroun**

Susciter une prise de conscience des parlementaires, du gouvernement et des décideurs camerounais sur l'importance de reconsidérer l'approche consistant à privilégier les dépenses militaires aux besoins humains.

#### **3) Objectifs spécifiques**

- Discuter sur les dépenses militaires au Cameroun
- Amener les journalistes à s'intéresser au sujet
- Sensibiliser les parlementaires sur la nécessité de reconsidérer les dépenses militaires

#### 4) Activités menées

##### *sensibilisation des parlementaires camerounais sur l'enjeu de reconsidérer les dépenses militaires.*

Un document de plaidoyer inspiré de nos recherches et des informations fournies par le site web de la campagne a été élaboré. Ce document de plaidoyer a été ensuite envoyé, accompagné d'une lettre aux députés et aux états major des partis politiques représentés à l'Assemblée Nationale du Cameroun, lors de la session extraordinaire d'Avril 2011.

Il était surtout question dans ces correspondances de susciter l'interrogation des parlementaires sur les dépenses militaires au Cameroun en vue de les préparer à plus d'attention lors de la Session Budgétaire de Novembre.

##### *Organisation d'un atelier de discussion sur les dépenses militaires au Cameroun*

Nous avons initialement prévu une table ronde de haute facture avec des experts, des consultants et des spécialistes en géostratégie, et des questions de défense etc. Mais la modicité des moyens et le temps relativement court de préparation ne nous ont pas permis de faire la table ronde proprement dite.

Nous avons néanmoins organisé un atelier de discussion de 3 heures avec les responsables d'organisations de promotion de droits de l'homme, les jeunes volontaires intéressés par les questions de droits de l'homme sous la coordination technique d'un expert des droits de l'homme en la Personne du Dr Hilaire KAMGA, expert VNU des Nations Unies.

Les discussions et échanges se sont greffés autour de 03 exposés:

- Comprendre la campagne mondiale sur les dépenses militaires, présenté par Monsieur TCHINDA Giscard chargé de la Protection au NDH-Cameroun,
- Etats des lieux des dépenses militaires au Cameroun, présenté par mademoiselle, TCHOKOUAFFI Collette, Groupe d'Action pour la Promotion des personnes handicapées,
- Dépenses des forces de sécurité et de défense et besoins humains au Cameroun, présenté par Cyrille Rolande BECHON, Directrice de NDH-Cameroun.

#### 5) Résultats probants de la Campagne.

*Nouveaux Droits de l'Homme* peut se féliciter d'avoir permis dans le cadre de cette campagne la mise en place d'un Comité de réflexion sur les dépenses militaires. Ce Comité s'est donné pour mission de maintenir le plaidoyer parlementaire sur cette problématique à travers des rencontres individuelles et des cafés parlementaires lors des sessions à venir.



**Troisième partie:**  
**PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME**

## Chapitre 1 : NDH-CAMEROUN AU CHEVET DES VICTIMES

L'année 2011, a été une année d'intense activité au service de protection. En effet, après l'activité majeure en 2010 qui consistait en la mise à jour du fichier des victimes de violation des droits humains enregistrées au service de 2002 à 2010, il s'est agi pour nous de soutenir une fois de plus ces victimes.

La deuxième activité quant à elle s'est résumée en la réception, l'enregistrement, le traitement des nouvelles requêtes suivi s'éventuels orientations et conseils des requérants suivant eux-mêmes leurs procédures encore pendantes devant les tribunaux.

### Assistance aux victimes de violation

N°	Date d'enregistrement	Affaire	Motif	Observations
1	20 janvier 2011	Wendja Philippe c/ Ntsama Dieu-donné	Litige foncier	
2	12 mai 2011	Famille du chef Fondja Tchamba Lazare	Contestation à la Chefferie supérieure Bangoulap	
3	06 mai 2011	Kenne Tsapi François c/ Ministère de l'Education de Base	Violation du droit au travail	
4	25 mai 2011	Tonga Eric Martial c/ Misags Zotar, Keutchenkeu Claude, Odile Keutchenkeu, Dagobert, Philomène à POUGNA	Vampirisme, menace de mort, viol, étouffement, persécution et exhumation de squelette	
5	13 septembre 2011	Messi Momo Bonaventure c/ Ossa	Licenciement abusif	
6	13 septembre 2011	Aboudi Jean c/ MINEDUB	Régularisation de la pension retraite	



**Quatrième partie:**  
**ACTIONS TRANSVERSALES**

## **Chapitre 1 : PROGRAMME DE REVALORISATION SOCIO JURIDIQUE DE L'EMPLOI DOMESTIQUE AU CAMEROUN.**

Le programme de revalorisation socio juridique de l'emploi domestique au Cameroun est un programme catalytique qui ambitionne de réaliser à partir d'une démarche concertée avec les acteurs sociaux, des changements structurels devant aboutir à une revalorisation de l'emploi domestique dans la société camerounaise. Il s'inscrit dans un contexte où la méconnaissance de leurs droits par les travailleurs domestiques (TD) doublée de leur résignation à en exiger le respect, la faible mobilisation sociale autour de cette problématique et l'inexistence des dynamiques de défense des droits des TD débouchent sur une systématisation de l'illégalité en la matière et par voie de conséquence, la permanence des abus et violences de tous ordres.

Partant de ce contexte affligeant et s'inspirant d'une locution proverbiale qui postule qu'on ne peut être mieux servi que par soi-même, **le programme de revalorisation socio juridique de l'emploi domestique** voudrait développer un mécanisme endogène de défense des droits des Travailleurs Domestiques. Cette ambition commande nécessairement une collectivisation de ces travailleurs, d'où l'idée de mettre sur pied un réseau formel de défense des intérêts sociaux et professionnels des TD.

Le programme est mis en place par une Task-Force composée de Nouveaux Droits de l'Homme, d'Horizons Femmes et du Forum Camerounais de Psychologie avec l'appui de l'UNIFEM.

Programme lancé en 2010, la task-force a poursuivi sans relâche les différentes activités inscrites dans le calendrier d'exécution.

Ainsi au cours de l'année 2011, les principales activités réalisées dans le cadre de ce programme sont:

- Le colloque national sur le travail domestique;
- Atelier de validation de loi sur le Travail Domestique et Campagne de plaidoyer;**
- Opérationnalisation du Centre National d'Appui au Travail domestique;

### **Activité 1: ATELIER D'HARMONISATION DU PROJET DE PROPOSITION DE LOI SUR LE TRAVAIL DOMESTIQUE AU CAMEROUN**

*Yaoundé, Hôtel Felydac, 24-25 novembre 2011*

#### **1. Contexte:**

La salle de conférence de l'hôtel FELYDAC à Yaoundé a abrité les 24 et 25 novembre 2011, les travaux de l'atelier d'harmonisation du projet de proposition de texte juridique sur l'emploi domestique au Cameroun.

Ledit atelier avait pour objectif général de relire, harmoniser et adopter une version finale du projet de proposition de loi qui fera l'objet d'une campagne de lobbying, en vue de doter le Cameroun d'une loi spécifique garantissant une meilleure protection des droits des travailleurs domestiques.

## 2. Objectifs:

Les objectifs spécifiques de cet atelier étaient les suivants:

- permettre aux experts de s'accorder sur l'ensemble du projet de texte juridique;
- susciter une adhésion des parties prenantes à l'initiative en vue de favoriser l'action de plaider subséquent;
- contribuer à jeter les bases d'une bonne démarche de plaider pour l'adoption de ce texte juridique.

## 3. Activités:

### Journée du 24 novembre 2011

Après l'enregistrement des participants, la matinée a débuté par la séance protocolaire d'ouverture ponctuée par les allocutions de madame la Directrice Exécutive de «Droits de l'Homme» et de madame la présidente «Femmes». Cette séance est suivie de l'organisation des groupes de travail.

Les participants sont ainsi repartis en 04 groupes:

- **Groupe I:** Responsable: Me Emmanuel SIMH

#### **Les chapitre I à 4**

- **Groupe II:** Responsable: Magistrat Charles TCHAT-CHOUA

#### **Du chapitre 5 à 8**

- **Groupe III:** Responsable: Madame ZAMBA

#### **Stratégies de plaider**

- **Groupe IV:** Responsable: Docteur Pascal TOUOYEM

- **Exposé des motifs et Déclaration finale**

La journée s'achève par une évaluation des travaux dans chaque groupe.

### Journée du 25 novembre 2011

Les travaux de cette journée ont commencé par la reprise des travaux en groupe afin de permettre à tous les membres des groupes d'approfondir les discussions pour des modifications consensuelles du texte soumis à leur intention.

Après la pause-café, les travaux ont repris en plénière et chaque groupe a fait la restitution. Pour des raisons structurelles des textes de loi, la primeur est donnée au groupe IV qui s'est penché sur l'exposé des motifs et la déclaration finale.

## 4. Résultats:

Au terme de ces journées de travail, nous pouvons dire que cet atelier a marqué un réel progrès dans l'évolution du processus d'analyse et d'enrichissement de cette proposition de texte de loi sur le travail domestique par les experts. Les grandes orientations et les propositions qui ont été faites vont permettre d'avoir un texte de loi harmonisé et amendé avant la mise en œuvre des activités de plaider proprement dit. Ainsi, nous pouvons retenir que:

- Des experts se sont accordés sur l'ensemble du projet de texte juridique;
- Une adhésion des parties prenantes à l'initiative a été suscitée afin de favoriser l'action de plaider subséquent;
- Les bases d'une bonne démarche de plaider pour l'adoption de ce texte juridique ont été établies.





## **Activité 2: OPERATIONNALISATION DU CENTRE NATIONAL D'APPUI AU TRAVAIL DOMESTIQUE (CEPATRAD)**

### **1- Présentation du CEPATRAD**

#### **a. CONTEXTE:**

L'insertion socioprofessionnelle d'une bonne catégorie de citoyens camerounais reste un véritable problème de société auquel l'Etat a bien du mal à trouver des solutions adaptées. Il s'en suit donc un développement exponentiel du secteur informel. L'absence de véritable structure d'encadrement de certaines catégories de travailleurs sociaux contribue à développer des conflits professionnels et désagrège les rapports employés – employeurs. Si certains corps de métiers sont organisés et défendent à leur manière les intérêts de leurs membres, des rapports professionnels sont mal entretenus dans la catégorie dite des «domestiques» (garçons ou femmes de course, managers et ménagères, gardiens,...) et nécessitent une attention permanente non seulement des pouvoirs publics, mais aussi et surtout des organisations de tous bords qui militent en faveur la dignité humaine et des droits de l'homme.

Une task-force composée de trois organisations de la société Civile (FOCAP, Horizons Femmes et Nouveaux Droits de l'Homme Cameroun) a été constituée dans le cadre du *Programme de revalorisation socio juridique de l'emploi domestique* pour adresser de manière pérenne cette question. La mise en place d'un Centre pilote pour le travail domestique en abrégé CEPATRAD, géré par NDH-Cameroun est une composante importante de ce programme. Ses actions vont de la sensibilisation à l'assistance en passant par la formation et les conseils.

#### **b. Missions du centre**

- \* Constituer l'interface nationale pour une meilleure revalorisation socio juridique et professionnelle de l'emploi domestique au Cameroun.
- \* Rapprocher les différents acteurs des métiers domestiques, à travers des d'activités qui incluent l'information et la sensibilisation, l'écoute et l'assistance, la formation et l'accompagnement.

#### **c. Objectifs du centre**

- ◇ Doter le Cameroun d'un dispositif pérenne de défense et de protection des droits des travailleurs domestiques;
- ◇ Réduire les violations des droits de la femme et de l'enfant employés domestiques;
- ◇ Contribuer, à travers la formation et le recyclage, à la professionnalisation de l'emploi domestique au Cameroun;
- ◇ Offrir un cadre de référence pour la sécurisation de l'emploi domestique aussi bien pour l'employeur que pour l'employé;
- ◇ Doter le Cameroun d'une Banque de données fiables sur le travail domestique.

#### d. Activités du centre

Le Centre Pilote national du Travail Domestique développe des actions autour des axes suivants:

- ◇ Information – sensibilisation;
- ◇ Clinique Juridique et Vigie (accueil – orientation – conseils assistance juridique);
- ◇ Formation, recyclage et Appui à l'insertion travailleurs domestiques;
- ◇ Constitution d'une banque de données

Le début des activités a été marqué par une phase de préparation instance des activités préliminaires: aménagement et équipement du bureau, réunion de supervision, recrutement du personnel et la confection de la plaque indicative

### 2- Les activités réalisées

#### 2.1. Campagne de sensibilisation et d'information sur le CEPATRAD

Après l'installation des matériels et la préparation des documents administratifs, le centre s'est lancé dans une campagne de sensibilisation et d'information sur son existence. Cette activité était segmentée en trois sous activités:

#### 2.2. La conception et la production des outils nécessaires

Pour mener à bien la sensibilisation, les outils suivants (dépliants et tracts) ont été conçus et élaborés. Le tableau ci-contre présente les détails y afférents.

**Tableau 1: Outils de sensibilisation**

Outils de sensibilisation	Nombres	Objectifs
Dépliants	5000	Présenter le CEPATRAD et ses missions
Tracts	20000	Faire connaître le centre au public et au TD en particulier

### 3. Atelier d'imprégnation des volontaires chargés de la sensibilisation

Un atelier a été organisé le 22 février 2011 dans la salle de conférence de NDH ayant pour objectif de présenter le centre et ses missions d'une part et d'autre part donner la stratégie pour la sensibilisation de la population sur l'existence du CEPATRAD. Cet atelier a débuté à 9 heures 10 minutes par le mot de bienvenue du coordonateur du centre qui a souhaité une chaleureuse bienvenue aux participants et a demandé que tous se sentent chez eux. Les points à l'ordre du jour étaient: la genèse et les attributions du CEPATRAD présenté par a Directrice exécutive de NDH; la problématique de l'emploi domestique au Cameroun par Rostand BANZEU et la stratégie de la sensibilisation par le coordonateur. Six volontaires ont répondu présents à cette séance d'échange qui a duré 3 heures d'horloge.

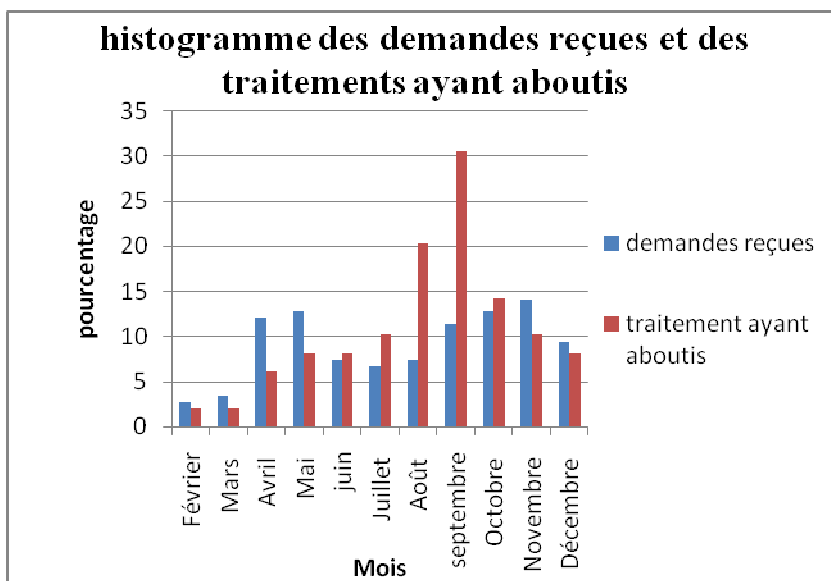
#### 4. La sensibilisation proprement dite

Six (06) volontaires ont été sollicités durant l'année pour réaliser cette activité. Avec le personnel permanent du centre, les descentes seront tour à tour effectuées dans les quartiers Bastos, Golf, Odza, Awae, Santa barbara, Dragages, MBalla II, Essos, Fouda, Mfandena, Manguiers, Emana et Ngoussou pendant les deux premières semaines du mois de mars 2011. Dans ces quartiers, nous avons parcouru 467 habitations et à Bastos, deux grandes écoles (Academic school of excellency et.... ont été visitées 3000 tracts et 750 dépliants seront distribués. Ces descentes constituent la première phase de sensibilisation et d'information sur le CEPATRAD. La deuxième phase s'est déroulée pendant la dernière semaine d'août et la première semaine de septembre. Celle-ci a permis d'atteindre de nouvelles personnes surtout à cette période de rentrée scolaire ou le besoin d'un domestique se fait plus ressentir dans les ménages. Nous avons ciblé de nouvelles zones de forte fréquentation. Ces zones étaient: les ministères, camp SIC et marchés. Pendant trois jours nous sommes tour à tour allés des les Camps SIC Messa et Nlongkak, marchés Nkol-Eton et Etoudi, les ministères MINEFI, MINJUS, MINFOP, MINDUB et MINPOST cette phase, environ 600 dépliants et 4200 prospectus du centre avaient été distribués. Ce travail a été interrompu par la rupture des dépliants produits. Nous étions obligés de réimprimer ces documents pour achever ces zones. Cette activité de sensibilisation a été relayée par les points focaux de 4 quatre régions (Centre, Ouest, Littoral et Nord-Ouest du Réseau National des Travailleurs domestiques (RENATRAD). 50 dépliants et 200 prospectus ont été déposés dans chaque point focal.

#### 2.2- Le suivi et traitement des dossiers

Au cours de cette première année, le CEPATRAD a reçu

**Graphes : Présentation des demandes reçues et des traitements par mois**



Sur 149 dossiers reçus pendant ce trimestre, 59 (40%) ont connu un aboutissement favorable. On constate que les sollicitations sont plus des demandes d'emploi Les mois d'août et de

septembre ont eu un grand nombre de traitement favorable avec respectivement Dans le tableau ci-dessous, nous avons classé les demandes en trois (03) types: demande d'emploi, demande de conseil ou orientation et demande d'assistance juridique.

**Tableau : classification des demandes reçues**

Type de demandes	Nombre	Pourcentage
Demande d'emploi	103	69,13%
Conseil-orientation	44	29,53%
Assistance juridique	2	1,34%

Ces résultats montrent qu'environ 70% des demandes reçues au centre correspondent à une demande d'emploi. Notons ici également que plusieurs travailleurs domestiques n'ont pas voulu remplir les formulaires d'enregistrement. Cette catégorie correspond généralement à une demande de conseil et d'orientation sur les problèmes rencontrés à son service sans toutefois solliciter l'implication du personnel du centre dans la résolution du problème.

### **2.3- Formation des travailleurs domestiques**

En rapport des doléances et difficultés des travailleurs ou travailleurs domestiques. Le coordonateur du CEPATRAD a initié plusieurs ateliers d'imprégnation et d'échange sur l'emploi domestique avec ces derniers. Ces ateliers ont contribué à éclair les travailleurs domestiques sur la situation de l'emploi domestique. Ainsi, deux principaux ateliers ont été organisés:

- Un atelier de présentation des opportunités de l'emploi domestique à Yaoundé;
- Droits et devoirs des travailleurs domestiques.

### **2.4- Résultats obtenus**

- Un atelier d'imprégnation des volontaires chargés de la sensibilisation a été organisé et six (06) volontaires ont reçus les connaissances sur la stratégie d'approche de la cible sur le terrain.
- Deux ateliers ont été organisés sur les thèmes «ésentation des opportunités de l'emploi domestique à Yaoundé»«Droits et devoirs des travailleurs domestiques»
- Dix sept et vingt cinq femmes ont respectivement reçu les informations sur les offres d'emploi domestique et les connaissances sur les droits et devoirs des travailleurs en général et en particulier les travailleurs domestiques.
- Concernant la facilitation pour l'intégration, 40% des dossiers reçus de recherche d'emploi ont connus une suite favorable. La quasi totalité des demandes de conseils ont été satisfaits des services du CEPATRAD.
- Les actions du CEPATRAD se sont faites retenies dans les provinces de l'ouest, Nord-ouest, Sud-ouest et Nord à travers les points focaux du RENATRAD et d'autres OSCs.

## **Chapitre 2: RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE NDH**

A la suite de la visite d'entretien effectuée par la structure *Counterpart international* (institution structure de l'USAID évoluant dans le renforcement de l'engagement citoyen au Cameroun) dans notre organisation *Nouveaux Droits de l'Homme*, des recommandations ont été faites par cette dernière. En effet, après une visite guidée des locaux de NDH-Cameroun et un entretien individuel pour tout le personnel, des commentaires et des recommandations ont été apportés à certains niveaux institutionnels. Il s'agit de :

- Le leadership et la stratégie de gestion
- Le programme de management et la qualité de contrôle
- La gestion comptable et financière
- La durabilité financière
- Les ressources humaines et matérielles
- Les relations externes

En vue d'un renforcement des capacités institutionnelles de NDH, un contrat de partenariat a été signé le 13 décembre 2011 entre les deux organisations (*Counterpart international* et *NDH-Cameroun*).

## **Chapitre 3: ADMISSION DES ETUDIANTS EN STAGE ACADEMIQUE AU SIEGE**

En 2011 comme depuis sa création, NDH a ouvert ses portes aux étudiants désireux d'effectuer des stages académiques et professionnels notamment ceux des 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> cycles universitaires. Etant donné que le nombre de places soit limité, NDH a pu offrir 07 opportunités sur les 13 demandes reçues.

### **Listes des bénéficiaires**

1. Mademoiselle **EYENGA Winnie Christelle**, Cycle de Formation Professionnelle Approfondie, Droits de l'homme et humanitaire, Option Pratique des organisations internationales, Centre International de Formation Appliquée en Démocratie, Développement, Ethique et Gouvernance (CIFADDEG);
2. Madame **TAGNE Adeline**, Licence en Droits privé francophone, Expérience professionnelle;
3. Mademoiselle **MBANOU TAMBO Marina Diane**, Cycle de Formation Professionnelle Approfondie, Droits de l'homme, Option Pratique des organisations internationales, CIFADDEG;
4. Mademoiselle **FOUDA NGAH Arlette Paul**, Cycle de Formation Professionnelle Approfondie, filière Droits de l'Homme et Humanitaire, option Pratiques des organisations internationales, CIFADDEG;
5. Monsieur **SAME TOY François Denis**, master 1 Droit de l'homme et Action Humanitaire, Université Catholique d'Afrique Centrale;
6. Monsieur **MOUGNOL Laurent**, Cycle de Formation Professionnelle Approfondie, filière Droits de l'Homme et Humanitaire, option Pratiques des organisations nationales et ONG des droits humains-, CIFADDEG;
7. Mademoiselle **DEFO DJUIKOM Virginie Diane**, Master 1 Coopération Internationale, Action Humanitaire et Développement Durable (CA2D), Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC).



**Cinquième partie:**  
**ACTIVITES INTERNATIONALES**

## Chapitre 4: ATELIER RÉGIONAL DE FORMATION SUR L'OBSERVATION DES ÉLECTIONS ET DROITS DE L'HOMME DANS LA REGION DES GRANDS LACS

Ce contrat s'étendant sur une durée de 09 (neuf) mois allant de fin décembre 2011 à fin août 2012, période au cours de laquelle NDH devrait suivre la stratégie proposée pour son renforcement.

Le but recherché étant de *renforcer l'efficacité opérationnelle à travers une redéfinition des règles, procédures et politiques des différentes instances de NDH-Cameroun.*

Au cours du mois de décembre 2011, un contrat de subvention a été signé avec Counterpart International et l'équipe de NDH s'est attelée à la préparation des documents de planification de la mise en œuvre.

### *Bujumbura – Burundi, 22-24 Mars 2011*

Dans le but de continuer à appuyer la mise en œuvre de la dimension droit de l'homme du Pacte sur la Sécurité, la Stabilité et le Développement dans la région des Grands Lacs, le Haut-Commissariat des Nations Unies des Droits de l'Homme en collaboration avec la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs a organisé un atelier régional de formation sur l'observation des élections et des droits de l'homme dans la région des Grands Lacs.

Cet atelier s'inscrivait également dans le suivi des recommandations de l'atelier sous régional de sensibilisation de représentants d'organes/administrations de gestion des élections en droits de l'homme et processus électoraux, tenu à Yaoundé en Juillet 2010 et de l'atelier sous régional sur la mise en œuvre de la dimension droits de l'homme du Pacte sur la Sécurité, la Stabilité et le Développement dans la Région des Grands Lacs tenu en Décembre 2010, à Bujumbura. Les deux ateliers ont recommandé la formation en droits humains d'observateurs nationaux et régionaux dans la Région des Grands Lacs et en Afrique Centrale.

### **Objectifs**

L'objectif principal de l'atelier était la formation d'observateurs nationaux et régionaux sur la dimension droits de l'homme dans l'observation des élections. Les objectifs spécifiques consistaient à analyser la dimension des droits humains dans tout le processus électoral notamment dans les aspects suivants:

- Les droits humains comme un préalable à des élections libres et transparentes
- Une loi électorale inclusive qui permet la participation de toute la population (jeunes, femmes, handicapés, peuples autochtones, etc.) dans le processus
- Le rôle des observateurs, de la société civile et de la presse pour faire le suivi de la situation des droits humains et contribuer à l'alerte précoce
- Une Commission électorale indépendante et inclusive
- Les droits humains comme conditions de sécurité et paix pour assurer que les candidats et électeurs participent librement aux élections
- Les moyens financiers pour assurer un processus transparent et de qualité
- La qualité de la culture démocratique des candidats et militants pour éviter l'intimidation, le harcèlement et l'achat de conscience, entre autres
- Le rôle des partenaires et observateurs pour faire avancer le processus démocratique et la transparence des élections
- La gestion des contentieux électoraux



## *Nouveaux Droits de l'Homme Cameroun*

*32, Rue Polyclinique Bastos, BP4063 Yaoundé*

*Tél + 237 21 01 12 47*

*Fax : +237 22 21 38 63*

*Email: [ndhcam@yahoo.fr](mailto:ndhcam@yahoo.fr)*

*Site web: [www.ndhcam.org](http://www.ndhcam.org)*